Société Innovatech Québec
et Chaudière-Appalaches

QUINZIÈME RAPPORT ANNUEL
AU 31 MARS 2009

MISSION

Créée en 1993 par le gouvernement du Québec, la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à relever la capacité d'innovation technologique sur le territoire qui relève de la Société afin d'en améliorer la compétitivité et la croissance économique. Le territoire desservi par la Société couvre essentiellement les régions Centre du Québec, Chaudière-Appalaches, Mauricie et Québec.

Depuis le début de ses activités en 1994, la Société a investi dans 154 dossiers dans les secteurs des Sciences de la vie, des Technologies avancées appliquées et des Technologies de l'information pour un montant total de 180 M$. Près de 75 % d'entre eux ont été réalisés lors de la phase d'amorçage et de démarrage des entreprises, soit à un stade d'intervention souvent très en amont de la plupart des autres investisseurs institutionnels et privés.

Au fil des ans, les investissements de la Société ont été accompagnés de financements de plus de 480 M$ dont 360 M$ provenaient strictement du secteur privé. Ainsi, pour chaque dollar investi par la Société, deux dollars ont été investis par le secteur privé.

En matière d'emploi, les interventions de la Société depuis 15 ans ont contribué à la création de 3 700 emplois à forte valeur ajoutée dans des secteurs technologiques de pointe et ont créé un tissu industriel à fort potentiel. Ceci représente un soutien financier par la Société de moins de 50 K$ par emploi créé.

Dans le cadre de sa mission, la Société a également posé des gestes concrets plus globaux afin de stimuler le développement de l'économie du savoir et participer activement à l'essor de nouvelles opportunités d'affaires. C'est dans ce contexte que le Programme de valorisation de la recherche a été mis en place en 1997, le plan de développement de la Cité de l'optique en 1999 et de celui du secteur de la biophotonique en 2002.

FAITS SAILLANTS

	2009	2008
Niveau d'autofinancement	**100 %**	100 %
Réunions du Conseil d'administration	**2**	3
Investissements autorisés	**1**	5
Nouveaux dossiers	**0**	3
Démarrages	**0**	2
Investissements réalisés (incluant autorisations passées)	**4**	11
Montant total investi (incluant produits capitalisés)	**1,2 M$**	6,3 M$
Placements en portefeuille	**43**	48
Dispositions	**2,0 M$**	6,6 M$
Perte nette	**3,6 M$**	15,2 M$
Juste valeur du portefeuille	**24,1 M$**	26,6 M$
Rendement	**- 6 %**	- 33 %
Emplois actuels*	**2 701**	2 368

**Statistiques fournies par les 41 entreprises en portefeuille au 31 mars*

LETTRE DE TRANSMISSION AU MINISTRE RESPONSABLE DE LA SOCIÉTÉ

Monsieur Clément Gignac
Ministre responsable de l'application
de la Loi sur la Société Innovatech
Québec et Chaudière-Appalaches
Hôtel du Parlement
Québec

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de vous soumettre le rapport annuel de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2009.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Dr. Fernand Labrie
Président du Conseil

Chantal Brunet
Présidente-directrice générale par intérim

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DES ACTIVITÉS 2

CONSEIL D'ADMINISTRATION 7

PERSONNEL DE LA SOCIÉTÉ 8

ÉTATS FINANCIERS 9

LISTE DES PLACEMENTS 26

RAPPORT DES ACTIVITÉS

EXERCICE DU 1ER AVRIL 2008 AU 31 MARS 2009

Engagements

Au cours de l'exercice 2009, le conseil d'administration de la Société n'a autorisé qu'un seul dossier d'investissement, contre cinq en 2008. Il représente un engagement de 0,5 M$ dans une entreprise de son portefeuille dans le secteur des Sciences de la vie. Aucun nouveau dossier n'a été autorisé suite à la décision de consolider le portefeuille de la Société.

Investissements

La Société a réalisé des investissements de l'ordre de 1 M$ en 2009, contre 4,6 M$ en 2008. Au cours de l'exercice 2009, quatre entreprises du portefeuille ont été supportées financièrement dont deux dans le secteur des Sciences de la vie et deux en Technologies de l'information. Aucun investissement n'a été réalisé cette année dans le secteur des Technologies avancées appliquées.

Les investissements réalisés par la Société en 2009 ont été principalement sous forme de titres convertibles (65 %) et se sont inscrits dans le cadre d'investissements totaux de près de 6,5 M$. Ainsi, pour chaque dollar investi par la Société, 5,5 dollars étaient souscrits par des investisseurs publics et privés.

Dispositions

La Société a généré des liquidités de près de 2,0 M$ en 2009, contre 6,6 M$ en 2008. Ces liquidités proviennent en grande partie du recouvrement de débentures, de prêts et de contributions remboursables. La disposition d'actions de placements en entreprises privées et publiques a été limitée au cours de l'exercice financier contrairement à 2008.

La Société a radié trois placements en 2009, comparativement à six en 2008.

PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS AU 31 MARS 2009

Au 31 mars 2009, le portefeuille de la Société compte 43 placements dont 41 dans des entreprises privées et publiques de petite capitalisation boursière et 2 dans des fonds privés de capital de risque. Le secteur des Technologies avancées appliquées présente le plus grand nombre de dossiers en portefeuille (42 %).

Tableau 1 : Portefeuille de placements de la Société selon le secteur d'activité au 31 mars 2009.

	Sociétés privées	Sociétés publiques	Fonds de capital de risque	Total (nombre)	Total (%)
Sciences de la vie	5	6	-	**11**	**26**
Technologies avancées appliquées	15	3	-	**18**	**42**
Technologies de l'information	8	4	2	**14**	**32**
	28	**13**	**2**	**43**	**100**

Le portefeuille de placements de la Société est composé presque exclusivement d'entreprises technologiques dépendantes d'apport de capitaux de risque. Celles-ci sont très vulnérables dans le contexte actuel des marchés. Ainsi, des 41 entreprises technologiques financées par la Société, 11 font face à des enjeux de financement importants au 31 mars 2009.

*Tableau 2 : Répartition des entreprises selon le stade de développement au 31 mars 2009.**

	Démarrage	Développement	Revenus**	Bénéfices	Total
Sciences de la vie	-	7	2	1	**10**
Technologies avancées appliquées	2	3	4	6	**15**
Technologies de l'information	-	2	1	2	**5**
	2	**12**	**7**	**9**	**30**

* *sont exclus : les 2 fonds de capital de risque et les 11 entreprises en situation précaire*
** *revenus annuels supérieurs à 1 M$ sans bénéfices*

PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS AU 31 MARS 2009 (suite)

Le montant moyen investi par la Société est de 1,9 M$ par placement tout secteur confondu; le plus petit est de 100 000 $ dans le secteur des Technologies avancées appliquées et le plus élevé, de 9,5 M$ dans le secteur des Technologies de l'information.

Tableau 3 : Répartition du portefeuille selon la taille des investissements au 31 mars 2009.

	250 k$ et moins	1 M$ à 250 k$	2,5 M$ à 1 M$	5 M$ à 2,5 M$	Plus de 5 M$	Total
Sciences de la vie	2	4	3	2	-	**11**
Technologies avancées appliquées	3	5	5	5	-	**18**
Technologies de l'information	-	1	8	4	1	**14**
	5	**10**	**16**	**11**	**1**	**43**

Le montant investi par la Société dans le portefeuille actuel est de 80 M$. Ces investissements ont été accompagnés de financements d'environ 350 M $ dont 200 M$ proviennent du secteur privé. Ainsi, pour chaque dollar investi par la Société, 2,5 dollars ont été investis par le secteur privé.

À la fin de l'exercice 2009, le portefeuille de la Société représente un coût de 62,5 M$. Il est constitué de placements réalisés en vaste majorité sous forme de capital-actions ordinaire et de titres convertibles puisqu'il s'agit d'outils financiers bien adaptés aux entreprises en démarrage.

Tableau 4 : Répartition du coût du portefeuille selon l'outil financier au 31 mars 2009.

	$	%
Capital-actions ordinaire	42 441 384	68
Titres convertibles	15 562 327	25
Titres non convertibles	4 530 401	7
	62 534 112	**100**

RENDEMENT

La Société affiche un taux de rendement interne sur ses placements de -6,0 % pour l'exercice terminé au 31 mars 2009, contre -33 % pour celui de 2008. L'écart positif de 27 % du rendement du portefeuille s'explique par la performance de certaines entreprises privées qui ont réussi à se démarquer malgré les réalités économiques et financières difficiles.

Le secteur des Sciences de la vie a été le plus durement touché. Ce secteur enregistre un taux de rendement de -40,1 % en 2009, contre -27,6 % en 2008. Cette diminution, atténuée par la performance des entreprises privées, est principalement attribuable à la baisse de valeur des entreprises publiques et aux difficultés à financer leur développement et leur croissance.

Le secteur des Technologies avancées appliquées s'est relativement bien comporté en dégageant un taux de rendement de -2,0 % en 2009, contre -22,1 % en 2008. Ce secteur a été également affecté considérablement par la baisse de valeur des entreprises publiques.

Le secteur des Technologies de l'information a été le plus performant cette année contrairement à l'année 2008. Le taux de rendement de ce secteur est passé de -47,8 % en 2008 à +17,7 % en 2009. Cette hausse s'explique principalement par la performance d'une entreprise publique du portefeuille.

Tableau 5 : Taux de rendement interne du portefeuille de placements au 31 mars 2009.

	Sociétés privées (%)	Sociétés publiques (%)	Total (%)
Sciences de la vie	+ 27,1	- 79,4	- 40,1
Technologies avancées appliquées	+ 12,2	- 49,2	- 2,0
Technologies de l'information	- 1,4	+46,9	+ 17,7
	+ 10,3	**- 31,5**	**- 6,0**

EMPLOI

Le nombre d'employés au sein des entreprises en portefeuille a crû de 14 % en 2009. Selon les statistiques fournies par les entreprises elles-mêmes, on dénombrait 2 701 employés au 31 mars 2009, comparativement à 2 368 au 31 mars 2008. Le nombre moyen d'employés par entreprise est passé de 51 en 2008 à 65 en 2009.

RÉSULTATS FINANCIERS

Au cours de l'exercice financier 2008-2009, les capitaux propres de la Société sont passés de 40,6 M$ à 37,0 M$ en raison de la perte de l'exercice de 3,6 M$, attribuable à la provision pour perte sur les placements PCAA et aux pertes matérialisées sur disposition de placements.

Le total de l'actif a diminué de 3,6 M$ en 2009 contre 16,5 M$ en 2008. Cette baisse est majoritairement attribuée aux placements en portefeuille qui ont connu une diminution de leur valeur, celle-ci passant de 26,6 M$ en 2008 à 24,1 M$ en 2009 par l'effet des dispositions de l'exercice et des ajustements de valeur. La Société s'est également vue contrainte à enregistrer une provision pour perte sur les placements PCAA d'un montant de 2,2 M$ en 2009 en sus des 1,3 M$ en 2008 afin de refléter les pertes potentielles sur ces actifs.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie qui s'élevaient à 7,1 M$ en 2008 ont augmenté de 1,6 M$ au courant de l'exercice. Cette augmentation est attribuable principalement au versement d'une partie des intérêts cumulés des PCAA suite à la conclusion de l'accord de Montréal et au recouvrement de certains placements en portefeuille.

Les variations des plus et moins values non matérialisées ont généré un revenu de 3,0 M$ en 2009 par rapport à une perte de 0,6 M$ pour l'exercice précédent. Les revenus réalisés durant l'exercice sont principalement composés des produits de placements et des intérêts sur les dépôts à vue et les placements temporaires.

Les charges de fonctionnement de la Société, excluant la variation du taux de change, se sont chiffrées à 0,7 M$ en 2009 contre 0,9 M$ en 2008. La diminution de ces charges est principalement due au départ d'un membre de la direction et à un étroit contrôle sur les dépenses. En 2009, les charges de fonctionnement ont représenté 1,7 % de l'actif moyen sous gestion.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Fernand Labrie
Président du conseil
Directeur
Centre de recherche en endocrinologie
moléculaire et oncologique et génomique humaine (CREMOGH) de l'Université Laval
Centre de recherche du CHUL

Chantal Blouin
Présidente-directrice générale
CRI Centre Recyclage Informatique inc.

Chantal Brunet
Présidente-directrice générale par intérim
Innovatech Québec

Jean-Sébastien Lamoureux
Vice-président aux filiales
Investissement Québec

Claude Pinault
Sous-ministre associé
Bureau de la Capitale Nationale

Christyne Tremblay
Sous-ministre adjointe
Direction générale des politiques et des sociétés d'État
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

PERSONNEL

INVESTISSEMENT

Chantal Brunet, Ph.D., M.B.A., A.S.C.
Présidente-directrice générale par intérim

Maxime Beaupré, B.A.A., M.B.A.
Analyste financier

Dominique Naud, B.A.A., M.B.A.
Analyste financier

ADMINISTRATION

Sylvie Dionne
Technicienne comptable

Francine Drolet
Secrétaire exécutive

CODE D'ÉTHIQUE

La Société a adopté un code d'éthique et de déontologie de façon à inspirer la plus entière confiance auprès des entrepreneurs, investisseurs, partenaires, ainsi que du public en général. Ce code s'applique à l'ensemble du personnel et des administrateurs. En vertu de ce code, tout conflit potentiel doit être divulgué et des règles de conduite claires et rigoureuses sont en vigueur.

ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2009

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE LA DIRECTION 10

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR 11

RÉSULTATS, RÉSULTAT ÉTENDU ET DÉFICIT CUMULÉ 12

BILAN 13

FLUX DE TRÉSORERIE 14

NOTES COMPLÉMENTAIRES ..... 15 à 25

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada ainsi que des estimations et jugements importants. Les renseignements financiers divulgués dans les autres chapitres du rapport annuel d'activités correspondent en tout point à l'information contenue dans les états financiers.

Afin de s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens de la Société sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et au moment opportun, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent. À ce titre, le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2009.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Son rapport expose la nature et l'étendue de sa vérification ainsi que l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Chantal Brunet
Présidente-directrice générale par intérim

Josée Tremblay,CA
Consultante externe

Québec, le 29 mai 2009

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Au Ministre des Finances

J'ai vérifié le bilan de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches au 31 mars 2009 et l'état des résultats, du résultat étendu et du déficit cumulé ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2009, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Renaud Lachance, CA auditeur

Québec, le 29 mai 2009

RÉSULTATS, RÉSULTAT ÉTENDU ET DÉFICIT CUMULÉ

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009

	2009	2008
PRODUITS		
Produits des placements	**497 675 $**	1 168 689 $
Intérêts sur dépôts à vue et placements temporaires	**475 259**	362 536
Honoraires de gestion	**-**	43 500
Gains matérialisés sur disposition de placements	**47 564**	840 590
Variation des plus-values non matérialisées	**1 551 143**	(2 168 592)
	2 571 641	246 723
CHARGES		
Charges de fonctionnement :		
Traitements et avantages sociaux	**369 410**	505 227
Services professionnels et contractuels	**75 886**	115 804
Loyers	**98 488**	89 715
Publicité et promotion	**828**	19 002
Déplacements et développement des affaires	**23 209**	37 792
Frais de bureau	**57 917**	72 759
Communications	**11 532**	15 390
Amortissement des immobilisations corporelles	**21 071**	24 132
	658 341	879 821
Autres charges :		
Créances douteuses	**89 608**	50 384
Pertes matérialisées sur disposition de placements	**5 056 277**	14 546 861
(Gain) / Perte de change net(te)	**(427 842)**	272 076
Provision pour perte sur placements PCAA (note 5)	**2 194 687**	1 316 000
Variation des moins-values non matérialisées	**(1 419 829)**	(1 577 267)
	5 492 901	14 608 054
	6 151 242	15 487 875
PERTE NETTE ET RÉSULTAT ÉTENDU	**(3 579 601) $**	(15 241 152) $
DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT	**(86 175 385)**	(70 934 233)
DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN	**(89 754 986) $**	(86 175 385) $

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

BILAN

AU 31 MARS 2009

	2009	2008
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	**8 627 086 $**	7 025 334 $
Créances (note 4)	**52 501**	134 298
Frais payés d'avance	**27 611**	21 710
	8 707 198	7 181 342
Placements - papier commercial (PCAA) (note 5)	**4 279 094**	6 857 430
Placements (notes 6 et 14)	**24 067 533**	26 606 148
Immobilisations corporelles (note 7)	**24 905**	45 976
	37 078 730 $	40 690 896 $
PASSIF		
À court terme		
Charges à payer et frais courus	**50 620 $**	83 185 $
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 8 et 9)	**126 783 096**	126 783 096
Déficit cumulé	**(89 754 986)**	(86 175 385)
	37 028 110	40 607 711
	37 078 730 $	40 690 896 $

ENGAGEMENTS (note 12)
ÉVENTUALITÉ (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Fernand Labrie, président du conseil d'administration

Chantal Brunet, présidente-directrice générale par intérim

FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009

	2009	2008
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte nette	**(3 579 601) $**	(15 241 152) $
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Intérêts capitalisés sur les placements	**(89 959)**	(346 650)
Gains matérialisés sur disposition de placements	**(47 564)**	(840 590)
Variation des plus-values non matérialisées	**(1 551 143)**	2 168 592
Amortissement des immobilisations corporelles	**21 071**	24 132
Pertes matérialisées sur disposition de placements	**5 056 277**	14 546 861
(Gain) / Perte de change net(te)	**(233 218)**	-
Provision pour perte sur placements PCAA (note 5)	**2 194 687**	1 316 000
Variation des moins-values non matérialisées	**(1 419 829)**	**(1 577 267)**
	350 721	49 926
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation (note 10)	**43 331**	538 648
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**394 052**	588 574
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de placements - papier commercial (PCAA)	**-**	(8 173 430)
Disposition de placement de PCAA	**616 867**	-
Acquisition de placements	**(960 022)**	(4 284 852)
Recouvrement de débentures, prêts, contributions remboursables et avances	**1 182 745**	1 284 115
Produit de la disposition d'actions	**368 110**	3 167 703
Acquisition d'immobilisations corporelles	**-**	(9 500)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	**1 207 700**	(8 015 964)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	**1 601 752**	(7 427 390)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	**7 025 334**	14 452 724
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN[1]	**8 627 086 $**	7 025 334 $

[1] Composé de :

Encaisse	**8 627 086 $**	7 025 334 $

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2009

1. CONSTITUTION ET MISSION

La Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches est une personne morale de droit public instituée en vertu du chapitre 80 des lois de 1993, et constituée en compagnie à fonds social par l'effet de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches (L.R.Q. chapitre S-17.4). La Société a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur le territoire déterminé dans sa loi constitutive et à améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec.

La Société se définit comme étant une société de placement, au sens de la note d'orientation 18 (NOC-18) – Société de placement du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Qualifiée d'organisme de capital de risque, la Société prend des engagements d'investissement sous forme de placements spéculatifs dans des sociétés présentant de fortes probabilités de croissance.

La Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu en vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu.

Faisant suite au *Discours sur le budget 2004-2005* prononcé par le ministre des Finances du Québec le 30 mars 2004, le ministre du Développement économique et régional et de la Recherche a indiqué, le 6 avril 2004, que la Société serait transformée en société en commandite disposant d'un capital mixte public-privé. À ce jour, aucune annonce officielle n'a encore été faite quant à cette transformation.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers de la Société par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principales estimations sont relatives à l'évaluation de la juste valeur des placements. Si les circonstances ou la conjoncture économique qui sous-tendent ces estimations viennent à changer, cela pourrait modifier les jugements posés par la direction. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Conversion de devises

Les éléments d'actif ou de passif monétaire sont convertis au cours de change à la date du bilan. Les autres éléments d'actif ou passif sont convertis au cours d'origine. Les produits libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains ou pertes de change sont inclus dans l'état des résultats.

2. CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Constatation des produits

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de l'opération et les produits en découlant sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les gains ou pertes matérialisés sur disposition de placements sont constatés au moment où ils sont réalisés en se basant sur le coût.

Instruments financiers

i) Les instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur à la date de transaction.

ii) Classification et évaluation ultérieure :

L'encaisse est classée à titre d'« Actifs détenus à des fins de transactions » et est évaluée à la juste valeur. Les variations de la juste valeur et les coûts de transaction sont comptabilisés aux résultats, le cas échéant.

Les créances sont classées dans la catégorie « Prêts et créances » et sont évaluées au coût après amortissement en utilisant la méthode de l'amortissement du taux d'intérêt effectif. Les produits d'intérêts et les coûts de transaction afférents sont comptabilisés aux résultats.

Les charges à payer et frais courus sont classés dans les « Autres passifs financiers ». Ils sont évalués au coût après amortissement en utilisant la méthode de l'amortissement du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction sont comptabilisés aux résultats.

iii) Juste valeur des instruments financiers :

La juste valeur représente la valeur estimative sur laquelle des parties agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence pourraient s'entendre pour échanger des instruments.

La juste valeur des instruments financiers à court terme est équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

iv) La Société n'a classé aucun instrument financier comme actifs disponibles à la vente. Par conséquent, le résultat étendu ne diffère pas de la perte nette.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements temporaires facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative. Les placements temporaires sont comptabilisés à leur juste valeur.

2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Placements

En vertu de la NOC-18, tous les placements sont évalués à la juste valeur.

a) Titres de participation

La juste valeur des titres de participation cotés à une bourse reconnue est déterminée selon le cours acheteur de la bourse à la date du bilan. Lorsque les titres ne sont pas cotés à une bourse reconnue, ou lorsque exceptionnellement le cours de la bourse ne reflète pas adéquatement la juste valeur des titres, ceux-ci sont évalués selon des méthodes d'évaluation appropriées telles la référence à des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, l'analyse de ratios portant sur des entreprises comparables ou l'actualisation des flux monétaires libres, en s'appuyant sur des observations et sur des hypothèses raisonnables et en tenant compte de tous les facteurs pouvant avoir un impact significatif sur la juste valeur. Les participations dans des fonds d'investissement sont évaluées en fonction de la juste valeur établie par leur commandité respectif.

b) Titres de dette

La juste valeur des prêts et avances est déterminée par l'actualisation des flux monétaires futurs à un taux reflétant le niveau de risque actuel de chacun des titres. La juste valeur ainsi déterminée s'appuie sur des hypothèses raisonnables sur les flux monétaires anticipés et sur le taux d'intérêt du marché pour des ententes ayant des conditions et des échéances similaires.

La majorité des titres détenus ne peuvent être facilement négociés dû à l'absence de marché. La juste valeur établie repose donc largement sur l'utilisation d'hypothèses et ne peut être interprétée comme la valeur de réalisation à laquelle donnerait lieu une disposition immédiate des titres.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût d'acquisition et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie utile prévue suivantes :

Améliorations locatives	4 ans
Équipement de bureau	4 ans
Équipement et matériel informatique	3 ans
Mobilier	6 ans

La Société examine régulièrement la valeur comptable de ses immobilisations corporelles en comparant la valeur comptable de celles-ci avec les flux de trésorerie futurs non actualisés qui devraient être générés par l'actif. Tout excédent de la valeur comptable sur la valeur est imputé aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée. Au 31 mars 2008 et 2009, aucune perte de valeur n'a été constatée.

3. NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES ADOPTÉES

Le 1er avril 2008, la Société a adopté les exigences des nouveaux chapitres du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») : le chapitre 1535 intitulé « Information à fournir concernant le capital », le chapitre 3862 intitulé « Instruments financiers — information à fournir » et le chapitre 3863 « Instruments financiers - présentation ».

Information à fournir concernant le capital

Le chapitre 1535 établit des normes relatives à l'information à fournir sur le capital d'une entité et la façon dont il est géré. Selon ces nouvelles normes, une entité doit fournir les informations suivantes :

- ses objectifs, politiques et procédures de gestion du capital;
- des données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital;
- le fait qu'elle s'est conformée au cours de la période aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise en vertu de règles extérieures;
- si elle ne s'est pas conformée à ces exigences, les conséquences d'une telle inapplication.

L'information à fournir est présentée à la note 9.

Instruments financiers – information à fournir

Le chapitre 3862 modifie les obligations d'information à fournir relativement aux instruments financiers qui étaient auparavant incluses au chapitre 3861 « Instruments financiers – information à fournir et présentation ». Selon ces nouvelles normes, une entité doit fournir des informations dans ses états financiers qui permettront aux utilisateurs d'évaluer :

- l'importance des instruments financiers sur sa situation financière et sa performance financière;
- la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquelles elle s'est exposée au cours de la période et à la date de clôture, ainsi que la façon dont elle gère ses risques.

Instruments financiers – présentation

Le chapitre 3863 reprend les directives de présentation de l'ancien chapitre 3861 « Instruments financiers – information à fournir et présentation ».

L'adoption des recommandations des chapitres 3862 et 3863 n'a pas eu d'incidence sur la comptabilisation ou l'évaluation des instruments financiers. L'information à fournir est présentée à la note 14.

4. CRÉANCES

	2009	2008
Intérêts à recevoir sur les placements incluant une provision pour créances douteuses de 89 608 $ (22 932 $ en 2008)	**49 912 $**	104 359 $
Autres recevables, incluant une provision pour créances douteuses de 0 $ (12 115 $ en 2008)	**2 589**	29 939
	52 501 $	134 298 $

5. PLACEMENTS – PAPIER COMMERCIAL (PCAA)

Depuis le mois de juillet 2007, la Société détient des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) non garantis par des banques.

Le 23 décembre 2007, le Comité pancanadien des investisseurs a approuvé une proposition d'entente visant à restructurer les séries liées au PCAA émis par 20 fiducies.

Le 25 avril 2008, les détenteurs de PCAA ont voté en faveur du plan de restructuration. La mise en œuvre de celui-ci a été finalisée le 21 janvier 2009.

Conformément au plan de restructuration, le PCAA concerné a été remplacé par de nouveaux billets à taux variable à plus long terme assortis d'échéances conçues pour correspondre davantage aux échéances des actifs sous-jacents. Le plan prévoyait aussi, dans certains cas, le regroupement de certains actifs de même que la création de nouvelles facilités de financement de marge pour soutenir tout appel de garantie qui pourrait se produire.

Les séries du PCAA concerné ont été regroupées dans des véhicules d'actifs cadres nouvellement formés (VAC1, VAC2 et VAC3). La Société a choisi d'adhérer au VAC2 et n'est sujette à aucun appel de marge pouvant survenir dans le futur.

Le 21 janvier 2009, à la suite de la restructuration du PCAA, la Société a reçu des billets de VAC2 dont la valeur nominale totale s'établit à 6 714 056 $ en date du 31 mars 2009.

La Société a reçu une combinaison de billets de catégories A-1, A-2, B et C assortis d'une échéance prévue au plus tard en juillet 2056. Toutefois, il est estimé que la majorité de ces billets soient remboursés en 2016. De plus, la société a reçu un billet de catégorie 13 dont les actifs sous-jacents ont été inadmissibles au plan de restructuration et ont une échéance en mars 2014.

5. PLACEMENTS – PAPIER COMMERCIAL (PCAA) – (suite)

Une séquence de subordination est imbriquée dans les billets : les billets C sont subordonnés aux billets B, les billets B le sont aux billets A-2 et les billets A-2 le sont aux billets A-1. Cette structure en cascade vise à ce que les tranches subordonnées absorbent les premières pertes de façon à immuniser les tranches supérieures. En raison de la structure en cascade, ce sont les billets B et C qui absorbent les plus grandes baisses de valeur. En décembre 2008, DBRS a émis la cote A aux billets A-1 et A-2, mais n'a pas fourni de notation de crédit pour les billets B, C et 13.

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les titres de PCAA, la Société a déterminé, conformément aux directives de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, les justes valeurs au moyen de techniques d'évaluation basées sur des hypothèses découlant de l'information disponible au 31 mars 2009.

La Société est d'avis que l'estimation des justes valeurs comptabilisées est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 mars 2009. Néanmoins, ces justes valeurs sont établies en fonction de l'information disponible à ce jour, de l'appréciation par la Société de la conjoncture des marchés financiers et d'hypothèses et de probabilités. En conséquence, les justes valeurs présentées peuvent varier de façon importante au cours des périodes ultérieures. Les changements possibles qui pourraient avoir une incidence importante sur la valeur future du PCAA comprennent des changements à la valeur des actifs sous-jacents, l'évolution de la liquidité du marché du PCAA et les impacts du ralentissement économique sévère et prolongé.

PCAA soumis au plan de restructuration

	Valeur nominale	Moins value totale	Juste valeur	Date d'échéance	Intérêts*	Cotation
Billet A-1	6 005 396 $	2 516 261 $	3 489 135 $	15 juillet 2056	AB – 0,5 %	A
Billet A-2	293 525	131 206	162 319	15 juillet 2056	AB – 0,5 %	A
Billet B	53 283	36 978	16 305	15 juillet 2056	AB – 0,5 %	-
Billet C	196 459	196 459	-	15 juillet 2056	AB + 20 %	-
Billet 13	165 393	153 237	12 156	20 mars 2014	AB + 11 %	-
TOTAL	**6 714 056 $**	**3 034 140 $**	**3 679 915 $**			

PCAA exclus du plan de restructuration

	Valeur nominale	Moins value totale	Juste valeur	Date d'échéance	Intérêts*	Cotation
Superior Trust	1 075 725 $	476 546 $	599 179 $	28 septembre 2016	AB +0,35 %	AA
TOTAL	**7 789 781 $**	**3 510 687 $**	**4 279 094 $**			

** AB : Acceptation bancaire*

6. PLACEMENTS

	2009	2008
Actions ordinaires		
sociétés privées	**6 133 525 $**	4 728 128 $
sociétés publiques	**6 340 651**	8 348 179
Titres convertibles en actions ordinaires		
Actions	**5 662 710**	6 261 403
Débentures et prêts (note 14b)		
échéant de 2009 à 2011	**1 072 500**	2 881 196
Titres non convertibles		
Actions	**2 543 326**	1 793 326
Débentures et prêts (note 14b)		
échéant de 2010 à 2013	**1 787 545**	1 793 770
Contributions remboursables (note 14b)		
échéant en 2010 et 2011	**527 276**	800 146
	24 067 533 $	26 606 148 $

Les intérêts capitalisés au cours de l'exercice s'élèvent à un montant de 89 959 $ (2008: 346 650 $).

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2009			2008
	Coût	**Amortissement cumulé**	**Net**	**Net**
Améliorations locatives	**55 703 $**	**36 408 $**	**19 295 $**	33 654 $
Équipement de bureau	**16 135**	**15 636**	**499**	931
Équipement et matériel informatique	**142 993**	**138 699**	**4 294**	9 391
Mobilier	**137 177**	**136 360**	**817**	2 000
	352 008 $	**327 103 $**	**24 905 $**	45 976 $

8. CAPITAL-ACTIONS

La Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches a notamment pour objet de permettre à la Société de continuer son existence et d'être dotée d'un fonds social autorisé de 150 000 000 $, lequel est divisé en 1 500 000 actions d'une valeur nominale de 100 $ chacune.

Toutes les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances. Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2009, aucune nouvelle action n'a été émise.

	2009	2008
Autorisé :		
1 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 $ chacune		
Émis et payé :		
1 267 830 actions ordinaires	**126 783 096 $**	126 783 096 $

9. GESTION DU CAPITAL

La Société gère son capital, lequel est composé des capitaux propres, de manière à s'assurer que celui-ci soit suffisant pour son fonctionnement et pour permettre de réaliser ses actifs tout en maximisant le rendement pour son actionnaire unique, le gouvernement du Québec.

La Société structure son capital en fonction de l'évolution de la conjoncture économique et n'est soumis à aucune exigence imposée par des autorités réglementaires concernant son capital autre que décrite à la note 8.

10. VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE LIÉS À L'EXPLOITATION

	2009	2008
Créances	**81 797 $**	525 819 $
Frais payés d'avance	**(5 901)**	14 899
Charges à payer et frais courus	**(32 565)**	(2 070)
	43 331 $	538 648 $

11. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

12. ENGAGEMENTS

Au 31 mars 2009, les engagements de la Société relatifs au soutien financier des initiatives s'élevaient à 274 431 $ (689 994 $ au 31 mars 2008).

Les engagements relatifs au soutien financier des initiatives représentent les investissements autorisés par le conseil d'administration de la Société qui n'avaient pas été déboursés au 31 mars 2009. Suivant certains événements, ces montants pourraient ne pas être versés.

13. ÉVENTUALITÉ

En juin 2006, une poursuite fut déposée contre la Société. Cette requête vise principalement le paiement de dommages-intérêts pour une somme maximale de 930 000 $. À la date de préparation des états financiers, la Société n'était pas en mesure d'évaluer l'issue de cette poursuite ni les impacts financiers pouvant en découler, le cas échéant.

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

a) Risques de crédit et de fluctuation de prix

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de l'entité au risque de crédit.

14. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Le risque de crédit provient de la possibilité que la contrepartie à l'opération ne respecte pas ses engagements et le risque de fluctuation des prix est lié à la fluctuation de la valeur du titre détenu. La Société investit dans des sociétés qui occupent une position concurrentielle prometteuse sur leurs marchés respectifs et qui présentent de fortes possibilités de croissance. Elle est toutefois exposée aux conditions économiques affectant les secteurs dans lesquels elle exerce ses activités.

Au 31 mars 2009, la concentration des investissements se répartit ainsi :

	2009	2008
Sciences de la vie	**18 %**	25 %
Technologies avancées appliquées	**42 %**	44 %
Technologies de l'information	**31 %**	23 %
Autres fonds de capital de risque	**9 %**	8 %

La concentration la plus significative pour un même placement est de 17 % de la juste valeur des placements totaux (8,1 % au 31 mars 2008).

Les instruments financiers qui pourraient affecter la Société à une concentration de crédit et une fluctuation de prix se composent principalement de l'encaisse, des créances et des placements. L'encaisse est détenue dans une institution financière de premier ordre. Par conséquent, la direction estime que le risque de crédit lié à l'encaisse est minime. Les créances et les placements sont relatifs à des entreprises ayant fait l'objet d'une analyse approfondie lors de l'investissement initial. Par la suite, l'évolution des entreprises est analysée sur une base régulière et un suivi est effectué lorsque nécessaire. La direction ne croit pas être exposée à des risques de crédit et de fluctuation de prix supérieurs à la moyenne de son secteur d'activités.

b) Risque de taux d'intérêt

Les taux d'intérêt sur les placements et le risque auquel la Société est exposée à l'égard des taux d'intérêt sont résumés dans le tableau qui suit :

14. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

	Sans intérêt	Taux fixe*	Total
Débentures et prêts convertibles en actions ordinaires échéant de 2009 à 2011	- $	1 072 500 $	1 072 500 $
Débentures et prêts non convertibles en actions ordinaires échéant de 2010 à 2013	-	1 787 545	1 787 545
Contributions remboursables échéant en 2010 et 2011	527 276	-	527 276
	527 276 $	2 860 045 $	3 387 321 $

* Les taux d'intérêts varient de 7 % à 20 %

Les taux d'intérêts sur les débentures et les prêts correspondent aux taux en vigueur sur le marché. Leur juste valeur marchande correspond à leur coût amorti. En assumant que toutes les autres variables demeurent constantes, une fluctuation à la hausse ou à la baisse de 1 % du taux d'intérêt sur une base annuelle résulterait en une diminution de la juste valeur marchande des débentures et des prêts de 38 564 $ et une augmentation de 40 004 $.

c) Risque de devises

La Société a investi certaines sommes en devises, soit le dollar US. Par conséquent, certains éléments d'actifs sont exposés aux fluctuations de taux de change. Au 31 mars 2009, l'actif net libellé en dollars US et converti en dollars canadiens représente 5 231 099 $ (6 606 054 $ au 31 mars 2008). La Société n'utilise aucun instrument pour gérer les risques de fluctuation du taux de change.

En considérant les données citées ci-haut au 31 mars 2009 et en assumant que toutes les autres variables demeurent constantes, une dépréciation ou une appréciation de 5 % de la devise canadienne par rapport à la devise américaine résulterait en une diminution ou une augmentation de la perte nette de l'ordre de 252 187 $ relativement au risque de devise basé sur le dollar américain.

15. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres des états financiers de 2008 ont été reclassés pour rendre la présentation conforme à celle adoptée en 2009.

LISTE DES PLACEMENTS AU 31 MARS 2009

SCIENCES DE LA VIE

Aeterna Zentaris inc. *
Ambrilia Biopharma inc. *
Asmacure inc.
Atrium Innovations inc. *
Biotanika Santé inc.
Bioxel Pharma inc. *
Groupe Pec-Nord inc.
Innatis Pharma AB
Lab_Bell inc.
Medicago inc. *
Victhom Bionique Humaine inc. *

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

Amadeus International inc. *
ESM International inc.
GEOCOMtms inc.
Gespro Technologies inc.
GlobeeCom International inc. *
Harfan Technologies inc.
Hexago Networks inc.
Korem inc.
Labcal Technologies inc.
Logiciels Dynagram inc.
Solutions Extenway inc. *
Wanted Technologies inc. *

TECHNOLOGIES AVANCÉES APPLIQUÉES

Axiocom inc.
Camivan inc.
ComLab Télécommunications inc.
Dö Networks inc.
Domosys inc.
Gentec Électro-Optique inc.
Groupe CorActive inc.
H2O Innovation inc. *
Leddartech inc.
LYRtech inc. *
Optosecurity inc.
Premier Tech Ltée
SiliCycle inc.
SiM Composites inc.
Systèmes PRAN inc.
TeraXion inc.
TS03 inc. *
Usital Canada inc.

FONDS D'INVESTISSEMENT

Fonds Entrepia Nord, S.E.C.
VIMAC Early Stage Fund L.P.

* *Entreprise publique*

SOCIÉTÉ INNOVATECH QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES

RENSEIGNEMENTS

925, Grande Allée Ouest, Suite 120
Québec (Québec) G1S 1C1

Téléphone : (418) 528-9770
Sans frais : 1-866-605-1676
Télécopieur : (418) 528-9783
info@innovatechquebec.com

La version électronique du rapport annuel est disponible sur le site *Web* de la Société à www.innovatechquebec.com .

Rapport annuel 2008-2009

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2009

ISBN : 978-2-550-56424-9

Imprimé au Québec